

Des élus pour défendre la qualité et l'offre de santé à Epernay



La désertification médicale témoigne de la gravité de la crise qui touche le système de santé. Les inégalités sociales et territoriales de santé se creusent, Epernay n'échappe pas à la règle. Les files d'attente pour un RDV chez un généraliste se font de plus en plus longues, les dentistes affichent complets, plus de consultation possible chez un ophtalmologiste avant 18 mois s'il accepte de nouveaux patients. Du côté des établissements hospitaliers, la situation est complexe également. La clinique est en souffrance, et des lits ferment dans notre hôpital de proximité, des services n'y sont plus rendus.

La défense et le développement de notre hôpital, de l'offre et de la qualité des soins sur notre ville devraient être une priorité. Dans ce domaine comme dans les autres, on ne peut pas rester spectateur des régressions. Il faut avoir de l'ambition d'autant que des possibilités existent pour

répondre au défi. Ainsi, la question se pose de la mise en place d'un Centre de santé public, en lien avec l'hôpital. La différence entre un Centre de santé public et une maison de santé libérale est fondamentale. L'atout du Centre de santé est qu'il vise à constituer une offre de soins et de prévention respectant les tarifs de la sécurité sociale et accessible en tiers payant. Il peut être géré par une collectivité territoriale, une association, mutuelle ou un hôpital. Il permet une approche pluridisciplinaire, avec des médecins et professionnels de santé salariés. Là où ils existent les Centres de santé rencontrent du succès auprès des habitants. L'attrait de notre ville passe aussi par une offre de santé répondant aux besoins de la population sparnacienne.

Quelques propositions des élus d'Epernay Avenir :

- ✓ Une gestion moins « bling-bling », pour une ville pour tous, sociale et solidaire
- ✓ La défense et la modernisation des services publics
- ✓ Faire vivre la démocratie et la citoyenneté, en forts reculs à Epernay
- ✓ La mise en place d'une régie publique de l'eau et de l'assainissement, pour un contrôle citoyen et une baisse importante du prix du m³
- ✓ Sur le modèle de l'agglomération de Dunkerque, aller graduellement vers la gratuité des transports dans l'Agglo



Journal de mi-mandat des élus d'Epernay Avenir
Permanence des élus - Hôtel de ville
7 av. de Champagne 51200 Epernay
elus.epernay.avenir@gmail.com



Novembre 2017



PERTE DE POPULATION, LES RAISONS DU DÉCLIN

La ville d'Epernay est passée de 30 000 à 23 000 habitants en une trentaine d'années. Cette chute pose question. C'est en grande partie la conséquence de choix délibérés.

Le territoire d'Epernay est modelé dans le but de favoriser les catégories les plus aisées. Des choix « élitistes » sont mis en œuvre dans les domaines de l'urbanisation, de la culture, du tourisme... C'est une logique de « l'entre soi », pour concentrer un électorat conservateur traditionnel. Dans le même temps, les services publics sont démantelés et les solidarités rognées. Le résultat est sans appel : Epernay est une ville chère. Les classes populaires et les jeunes sont contraints de partir.

Les commerçants le savent bien, tout nouvel habitant serait un consommateur supplémentaire.

La désindustrialisation, le déclin de l'emploi sont également en cause. L'évolution démographique ne se fera plus par la filière Champagne. L'exemple d'une grande marque, partie installer sa cuverie et ses chaînes de production sur une zone d'activité extérieure est patent. Des centaines de salariés étaient actifs dans les vieilles caves alors que quelques unités suffiront dans les années à venir pour conduire une production toujours plus imposante. La filière connexe au Champagne est présentée comme une porte de sortie. Toutefois, la Champagne étant partie sur un phénomène de concentration des grands groupes, on peut se poser la question de l'atterrissage de l'ensemble dans 15 ou 20 ans.

Cette mono-orientation locale, si elle n'est pas couplée avec d'autres initiatives, ne pourra pas endiguer une spirale démographique mortifère.

Relancer l'attractivité passe par la diversification des activités. La transition énergétique devrait être l'occasion de relever ce challenge. Nous devrions développer l'usage et la transformation des



ressources de notre territoire, qu'il s'agisse du bois ou de biomasse. L'ancienne Région Champagne-Ardenne était particulièrement engagée dans ce domaine, en soutenant la recherche sur des nouvelles utilisations de ces matériaux et l'émergence de projets locaux. Peut-être que notre maire pense que ce sont là des métiers subalternes qui viendront entacher l'orientation élitiste de notre ville, que tout cela ne peut pas faire bon ménage avec les touristes milliardaires attendus ?

Redynamiser la ville, maintenir et regagner des habitants passe par une autre conception : celle d'une politique conçue pour tous ses habitants. Epernay pour tous en quelque sorte...



Jean-Paul Angers, Héliène Perrein, William Richard

Fiscalité

F.Leroy fait les poches des plus pauvres

La municipalité applique une fiscalité punitive à l'égard des catégories les moins favorisées de notre ville qui compte 20 % de personnes vivant sous le seuil de pauvreté. La mise en œuvre en 2016 de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) en est l'exemple frappant car ce n'était pas une obligation.

Jusqu'à présent le principe de solidarité envers les plus démunis faisait qu'une personne ou une famille non imposable sur le revenu était exonérée de taxe d'habitation, donc de TEOM. F. Leroy et ses amis de droite, toutes les droites, jugeaient cela intolérable. Tout le monde doit payer, surtout les plus pauvres, selon eux.

"Grace" à ces Messieurs, dont la générosité et la solidarité, ne sont pas les qualités les plus reconnues, des centaines de familles sparnaciennes sont frappées d'un nouvel impôt. Ce n'est pas un hasard si elles se situent majoritairement dans les quartiers de Bernon, BeIIe-Noue, Vignes blanches et Beausoleil (INSEE).

A Epernay, la fiscalité directe est inégalitaire et lourde; jugez vous-même :

TAXE FONCIERE :+ 20 % en 4 ans

TAXE HABITATION :+ 10 % en 3 ans

ENTREPRISES : MOINS 15 % en 3 ans

Vu sous un autre angle, le produit de **la taxe d'habitation passe ainsi de 5,95 Millions d'€ en 2013 à 7,24 en 2016** soit une progression de plus de 21,8 %. Moins il y a d'habitants à Epemay et plus la population acquitte d'impôt.

De la communication à la propagande - - -

La droite locale (Macro-Juppéo-fillonniste et centro-droitiste) claironne à tout va que les impôts sont stables. Les chiffres ci-dessus démontrent que c'est faux et qu'il s'agit de propagande, genre méthode Coué. Les élus Epernay-Avenir ont proposé, pour les ménages, une pause fiscale. Un rééquilibrage par une augmentation de la Contribution des Entreprises et une baisse des taux pour les foyers les plus modestes. Voilà partiellement un bilan fiscal très lourd alors que le maire s'est attaché méthodiquement à casser ou réduire des services sociaux.

MOBILITÉ, TRANSPORTS, QUALITÉ DE VIE, LES PROPOSITIONS NE MANQUENT PAS

Le monde brûle. Chaque jour, les effets du changement climatique se font plus pressants : ouragans meurtriers, fonte phénoménale des neiges aux pôles, sécheresses et feux de forêts croissants, biodiversité cruellement en danger...



compte qu'il n'y aucune piste cyclable reliant le centre-ville à la vélo-route du canal latéral à la Marne ! Quel retard ! Alors que les collectivités françaises sont de plus en plus nombreuses à se tourner vers le transport public gratuit, notre maire, président de la communauté d'agglomération, nous assène un refus

Et pendant ce temps, à Epernay, que fait-on ? Pas grand-chose pour endiguer le phénomène ! Au nom d'une pseudo-attractivité de la ville, l'objectif municipal demeure de faire rentrer un maximum de voitures dans la ville, où une économie du stationnement a été instaurée. La seule perspective qu'on nous offre, c'est de faire venir des touristes, tant et plus, alors que le poste transports est le plus impactant en terme de rejet de gaz à effet de serre. Comme si cela ne suffisait pas, on organise des courses de voiture dans la ville et les défilés de motos sont sacro-saints. On n'a jamais voulu réfléchir à des itinéraires déviant les poids lourds de la ville et on s'empresse de taire les réguliers pics de pollution aux particules fines.

Evidemment, dès qu'une action est louable, comme lorsque la ville se dote de quelques véhicules électriques, la communication municipale nous en tartine des pages alors que notre contribution à la planète demeure bien trop insuffisante.

Nous avons fait quelques propositions sur ces sujets. Dommage que le maire ne veuille pas s'abstraire de son côté partisan pour examiner les suggestions venant d'autres horizons. Nous considérons qu'il faut développer la mobilité douce et le transport public. Rendez vous

permanent. Néanmoins, celles-ci auraient aussi à y gagner en accessibilité à leurs sites, en fluidité pour leurs courses mais aussi en terme d'image. Le prix du ticket actuel, si pesant pour l'usager, reste une part modeste du budget transports et de nouvelles recettes sont possibles.

Nous insisterons sur ce sujet, car les exemples des autres réseaux de transport ayant fait le choix de la gratuité démontrent tous que la fréquentation y est en hausse très significative. Et l'idée d'un contournement du trafic poids lourds demeure. Il est irresponsable de ne pas s'attarder davantage sur la quiétude espérée des riverains et encore plus sur la santé de nos enfants.

Enfin, nous considérons que ce vaste sujet doit être soumis au débat public. Des assises de la mobilité devraient être organisées, avec les contributions des citoyens, des entreprises, des salariés, des riverains, des usagers... Cette question ne peut se traiter dans l'entre-soi ou pour régler les intérêts de quelques amis. Gérer une ville impose de rechercher en permanence l'intérêt général.

- MARCHÉ PUBLICS : UNE TOTALE ABSENCE DE TRANSPARENCE -



De juin 2015 à juin 2017, le maire a distribué plus de 17 millions d'€ de travaux et prestations à environ 15 entreprises. Deux de ces dernières raflent 60 %, soit plus de 10 millions d'€ pour BEC et COLAS.

Ici il s'agit des marchés qui ne concernent que la seule ville d'Epernay. À l'Agglo, va savoir !

Dans notre ville l'attribution des contrats est du seul ressort du maire par des procédures qui protègent des curieux. Pourtant il existe bien une Commission d'Appels d'Offres (obligatoire) mais dont la mission est réduite à faire de la figuration sur quelques dossiers secondaires.

La majorité d'affidés béats lui a donné les clefs du camion en lui déléguant

quasiment tous les pouvoirs dès avril 2014. Conception étrange du rôle d'élus qui abandonnent leurs responsabilités pour n'être que spectateurs silencieux et obéissants de la vie municipale.

F. Leroy avec la complicité de sa majorité s'est arrogé le pouvoir d'utiliser l'argent public sans réel contrôle. Qu'en est-il de la concurrence libre et non faussée, crédo habituel du conservateur qu'il est ?

L'absence de démocratie et de transparence risquent de nourrir le populisme et les spéculations. Notre ville, comme notre pays, ont besoin d'autres pratiques politiques dans l'intérêt de tous.

